

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/1/KOR/3

14 novembre 1997

(97-4993)

---

Comité des sauvegardes

Original: anglais

## NOTIFICATION DES LOIS, REGLEMENTATIONS ET PROCEDURES ADMINISTRATIVES RELATIVES AUX MESURES DE SAUVEGARDE

### COREE

La Mission permanente de la Corée a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 10 octobre 1997.

---

Conformément à l'article 12:6 de l'Accord sur les sauvegardes, la République de Corée notifie au Comité des sauvegardes les modifications apportées aux dispositions pertinentes de la Loi relative au commerce extérieur et de son Décret d'application, révisés en décembre 1996 et en février 1997 respectivement.

## **LOI RELATIVE AU COMMERCE EXTERIEUR**

entièrement modifiée par la Loi n° 5211 du 30 décembre 1996

### CHAPITRE IV

#### ENQUETE SUR LE DOMMAGE CAUSE PAR LES IMPORTATIONS A UNE BRANCHE DE PRODUCTION

##### SECTION 1

##### Demande et enquête

#### **Article 26 (Demande d'ouverture d'une enquête sur le dommage causé à une branche de production nationale par un accroissement des importations de produits spécifiés)**

1) Dans les cas prévus aux alinéas ci-après, toute personne ayant un intérêt dans la branche de production nationale considérée et le chef de l'organisme administratif responsable de ladite branche de production (ci-après dénommés les "personnes intéressées") peuvent demander à la Commission du commerce extérieur, comme le prescrit l'article 32, d'ouvrir une enquête sur le dommage causé à la branche de production nationale par l'importation de produits spécifiés ou la fourniture de services commerciaux et de distribution (ci-après dénommées "l'importation, etc., de produits spécifiés"):

1. si un accroissement des importations de produits spécifiés cause ou menace de causer un dommage grave à une branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents;
2. si un accroissement de la fourniture de services commerciaux et de distribution par un étranger (y compris une personne morale dont plus de la moitié des parts ou actions sont détenues par un étranger) cause ou menace de causer un dommage grave à une branche de production nationale qui fournit des services commerciaux et de distribution similaires ou directement concurrents; ou
3. si l'importation de produits portant atteinte à un brevet, un modèle d'utilité, un dessin industriel, une marque de fabrique ou de commerce, un droit d'auteur, un droit voisin, un droit d'auteur sur un programme ou un schéma de configuration de circuit intégré qui sont protégés en Corée, cause ou menace de causer un dommage quelconque à une branche de production nationale de produits directement concurrents.

2) Pour ce qui est des catégories de personnes ayant un intérêt dans la branche de production nationale ou des procédures relatives aux demandes visées au paragraphe 1) ci-dessus, un décret présidentiel réglementera toutes les questions nécessaires à l'application de la présente loi.

#### **Article 27 (Enquête sur le dommage causé à une branche de production nationale par un accroissement des importations de produits spécifiés)**

1) Dans les 30 jours suivant la date de réception d'une demande présentée au titre de l'article 26, et après avoir consulté les chefs des organismes administratifs compétents, la Commission décide s'il y a lieu ou non d'ouvrir une enquête, et informe le requérant de sa décision.

2) Dans les cas où, suite à une demande présentée en application du paragraphe 1) de l'article 26 ou au vu des résultats de l'enquête menée en application de l'alinéa 7 de l'article 35, elle considère nécessaire d'ouvrir une enquête sur le dommage causé à la branche de production nationale par les importations de produits spécifiés ou par la fourniture de services commerciaux et de distribution et commence à enquêter sur ce dommage, la Commission du commerce extérieur doit, dans les 120 jours suivant l'ouverture de l'enquête, formuler une détermination concernant l'existence d'un dommage causé à la branche de production nationale. Toutefois, si l'enquête porte sur des sujets complexes ou si le requérant demande que le délai susmentionné soit prolongé en présentant des raisons justifiables, la durée de l'enquête peut être prolongée d'une période maximale de 120 jours.

## SECTION 2

### Recommandation et application de mesures correctives

#### **Article 28 (Recommandation, etc., prévoyant une restriction temporaire des importations)**

1) Lorsqu'elle a déterminé, à la suite de l'enquête susmentionnée, qu'un dommage a été causé à la branche de production nationale, la Commission du commerce extérieur peut, dans les 45 jours à compter de la date de la détermination, recommander aux chefs des organismes administratifs compétents d'adopter l'une quelconque des mesures suivantes (ci-après dénommées "mesures correctives") pour une durée spécifiée:

1. restrictions concernant la quantité des produits importés;
2. ajustement du droit de douane;
3. subventionnement des industries manufacturières, de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, des industries extractives, des petites et moyennes entreprises, et de la technologie, par l'adoption de dispositions législatives ou réglementaires pertinentes;
4. désignation de la branche de production visée par l'enquête en tant que branche à rationaliser conformément à la Loi relative au développement industriel;
5. suspension ou prohibition des importations applicables à des produits ou à des négociants spécifiés (limitée aux cas visés à l'alinéa 3 du paragraphe 1) de l'article 26); ou
6. autres mesures prévues par le Décret présidentiel pour que la branche de production nationale obtienne réparation.

2) Lorsqu'ils reçoivent une recommandation de mesures correctives conformément au paragraphe 1), les chefs des organismes administratifs compétents décident, dans un délai de 45 jours, d'adopter ou non lesdites mesures, et en informent la Commission du commerce extérieur. Dans ce cas, si des mesures préparatoires doivent être prises pour la mise en oeuvre des mesures correctives, comme des consultations avec les principaux pays intéressés, la modification de dispositions législatives ou réglementaires, etc., le temps nécessaire pour cela n'est pas inclus dans ledit délai.

3) Lorsqu'il adopte des mesures correctives, le chef de l'organisme administratif compétent tient compte de tout effet qu'elles peuvent avoir sur les relations commerciales internationales et sur l'économie nationale.

4) Toute mesure corrective adoptée par le chef de l'organisme administratif compétent conformément au paragraphe 2) est rapportée s'il est estimé qu'il existe des raisons de le faire, par exemple si le fait ayant motivé l'adoption de ladite mesure a cessé d'exister, ou pour une raison analogue. En pareil cas, si besoin est, la Commission du commerce extérieur peut être entendue.

#### **Article 29 (Mesures provisoires)**

1) Lorsque la Commission du commerce extérieur considère que la branche de production nationale visée par l'enquête subirait ou pourrait subir un dommage irréparable si elle ne prend pas une mesure d'urgence même pendant l'enquête menée en application de l'article 27, elle peut recommander aux chefs des organismes administratifs compétents de prendre les mesures correctives provisoires prévues à l'alinéa 2 du paragraphe 1) de l'article 28 (ci-après dénommées "mesures provisoires").

2) Les dispositions des paragraphes 2), 3) et 4) de l'article 28 s'appliquent *mutatis mutandis* au cas visé au paragraphe 1).

#### **Article 30 (Réexamen)**

1) La Commission du commerce extérieur peut réexaminer l'incidence, les effets, etc. sur la branche de production nationale des mesures correctives prises par le chef de l'organisme administratif compétent conformément aux paragraphes 2) de l'article 28 ou 1) de l'article 29, et recommander aux chefs des organismes administratifs compétents de les modifier, de les retirer ou d'en prolonger la durée d'application.

2) Les dispositions des paragraphes 2) et 3) de l'article 28 s'appliquent *mutatis mutandis* au cas visé au paragraphe 1).

### **SECTION 4**

#### **Commission du commerce extérieur**

#### **Article 32 (Etablissement de la Commission du commerce extérieur)**

1) La Commission du commerce extérieur, relevant du Ministère du commerce, de l'industrie et de l'énergie, est chargée de mener des enquêtes et de formuler des déterminations et des recommandations au sujet des mesures correctives qui sont nécessaires pour réparer le dommage causé à la branche de production nationale par l'accroissement des importations de produits spécifiés, l'accroissement de la fourniture de services commerciaux et de distribution, ou des importations déloyales.

2) Il est créé au sein de la Commission du commerce extérieur un bureau d'enquête qui exécute les fonctions et devoirs de la Commission, comme diverses enquêtes et études sur le système commercial international ainsi que le prévoit le paragraphe 1).

#### **Article 33 (Composition, etc., de la Commission du commerce extérieur)**

1) La Commission du commerce extérieur est composée de neuf membres au plus, dont le président.

2) Il y a des membres permanents, dont le nombre est déterminé dans le Décret présidentiel.

- 3) Le président et les membres sont nommés par le Président, sur proposition du Ministre du commerce, de l'industrie et de l'énergie, parmi des personnes ayant des connaissances et une expérience étendues dans le domaine de l'industrie et du commerce, du commerce international, du droit ou de la comptabilité.
- 4) Le président et les membres ont un mandat de trois ans, qui est renouvelable.
- 5) Si le président ne peut pas s'acquitter de ses fonctions et devoirs pour des raisons inévitables, l'un des membres permanents, désigné à l'avance par le président, remplit ses fonctions et devoirs.

**Article 34 (Inamovibilité du président et des membres de la Commission du commerce extérieur)**

Le président et les membres de la Commission sont inamovibles, sauf dans les cas suivants:

1. lorsqu'ils ont été condamnés à une peine d'emprisonnement sans travaux forcés ou à une peine plus grave; ou
2. lorsqu'ils ne peuvent pas s'acquitter de leurs fonctions ou devoirs pendant une période prolongée en raison d'une incapacité mentale ou physique.

**Article 35 (Attributions de la Commission du commerce extérieur)**

Les attributions de la Commission du commerce extérieur sont les suivantes:

1. décider s'il y a lieu ou non d'ouvrir une enquête conformément à l'article 27, et déterminer si un dommage est causé ou non à une branche de production;
2. recommander des mesures correctives conformément au paragraphe 1) de l'article 28;
3. recommander des mesures correctives provisoires conformément au paragraphe 1) de l'article 29;
4. examiner l'incidence ou les effets sur la branche de production nationale, et recommander la modification ou le retrait des mesures correctives en question ou leur prorogation conformément au paragraphe 1) de l'article 30;
5. effectuer une enquête et recommander l'application de mesures correctives ou l'imposition d'une sanction conformément aux paragraphes 3) et 4) de l'article 39;
6. décider s'il convient ou non d'ouvrir une enquête en vue de l'imposition de droits antidumping et de droits compensateurs conformément aux articles 10 et 13 de la Loi tarifaire, examiner les faits relatifs au dumping et au subventionnement, enquêter et déterminer l'existence d'un dommage causé à la branche de production nationale par ce dumping ou ce subventionnement, recommander des mesures antidumping ou compensatoires, procéder à un réexamen, etc.;
7. enquêter sur les effets des importations de produits spécifiés ou de la fourniture de services commerciaux et de distribution sur la compétitivité de la branche de production nationale;
8. entreprendre des études et des recherches sur les règles et réglementations relatives au commerce international, les systèmes de commerce international et les affaires donnant lieu à des différends concernant le commerce international; ou

9. procéder à d'autres enquêtes et formuler d'autres recommandations qui lui paraissent nécessaires pour promouvoir un commerce loyal.

**Article 36 (Récusation du président ou des membres)**

Le président ou un membre de la Commission du commerce extérieur ne peut pas prendre part aux délibérations ou aux décisions lorsqu'il se trouve dans l'une des situations ci-après:

1. lorsqu'il a un intérêt dans le résultat de l'affaire;
2. lorsque son conjoint, ou un parent jusqu'au huitième degré par le sang ou jusqu'au quatrième degré par alliance, a un intérêt dans le résultat de l'affaire; ou
3. lorsqu'il est témoin, expert ou représentant.

**Article 37 (Quorum)**

Le quorum pour les réunions de la Commission du commerce extérieur est fixé à au moins la moitié des membres. Les décisions sont prises par un vote de la moitié au moins des membres présents.

**Article 38 (Règles relatives à l'organisation et au fonctionnement)**

Outre les dispositions de la présente loi, les autres dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Commission du commerce extérieur sont déterminées par le Décret présidentiel.

## **DECRET D'APPLICATION DE LA LOI RELATIVE AU COMMERCE EXTERIEUR**

### **CHAPITRE IV**

#### **ENQUETE SUR LE DOMMAGE CAUSE PAR LES IMPORTATIONS** **A UNE BRANCHE DE PRODUCTION**

#### **SECTION 1**

##### **Demande et enquête**

##### **Article 61 (Personnes ayant un intérêt dans la branche de production nationale)**

L'expression "personne ayant un intérêt dans la branche de production nationale considérée" employée au paragraphe 1) de l'article 26 de la loi désigne les personnes ci-après, étant entendu que, dans le cas prévu à l'alinéa 1, les producteurs qui importent des quantités considérables des produits en question peuvent être exclus:

1. producteurs représentant 20 pour cent ou plus de la production ou du nombre d'entreprises de la branche de production nationale, étant entendu que, dans les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, les producteurs doivent être au nombre de cinq au moins;
2. fournisseurs de services représentant 20 pour cent ou plus des services fournis ou du nombre d'entreprises de la branche de production nationale;
3. personne devant être protégée en vertu des lois et réglementations nationales pertinentes, dans le cas prévu à l'alinéa 3 du paragraphe 1) de l'article 26 de la loi; ou
4. association, groupement ou syndicat de producteurs de la branche de production nationale ou de fournisseurs de ces biens ou services.

##### **Article 62 (Demande d'ouverture d'une enquête sur le dommage causé à une branche de production)**

1) Toute personne (ci-après dénommée le "requérant") qui souhaite demander, au titre du paragraphe 1) de l'article 26 de la loi, qu'une enquête soit ouverte sur le dommage causé à la branche de production nationale par les importations, etc., de produits spécifiés (ci-après dénommée "enquête sur le dommage causé à une branche de production") doit présenter à la Commission du commerce extérieur une demande écrite (ci-après dénommée "demande écrite") précisant les points ci-après et étayée par les pièces justificatives nécessaires:

1. désignation, normes, caractéristiques et usages des produits et nom du producteur, ou teneur, types, caractéristiques et usages du service et nom du fournisseur;
2. exportateur, importateur et statistiques des importations effectives (quantité et valeur), volume estimatif des importations pour une période donnée, ou fournisseur, destinataire du service et données relatives à la fourniture effective du service, et chiffre estimatif des services fournis pour une période donnée;

3. désignation, normes, caractéristiques et usages du produit national similaire ou directement concurrent et nom du producteur, ou nature, types, caractéristiques et usages du service et nom du fournisseur, étant entendu que, dans le cas prévu à l'alinéa 3 du paragraphe 1) de l'article 26 de la loi, le droit auquel il est porté atteinte, etc., et sa teneur seront spécifiés;
4. situation dans laquelle les importations, etc., des produits spécifiés causent ou menacent de causer un dommage grave;
5. teneur et étendue du soutien accordé à la branche de production nationale au titre des lois et réglementations relatives à l'industrie manufacturière, à l'agriculture, à la sylviculture et à la pêche, aux industries extractives, aux petites et moyennes entreprises, et à la technologie;
6. teneur, étendue et durée des mesures demandées pour réparer le dommage causé à la branche de production nationale; et
7. dans le cas où les documents joints sont fournis à condition qu'ils soient traités comme étant confidentiels, exposé des raisons.

**Article 63 (Détermination relative à l'ouverture d'une enquête sur le dommage causé à une branche de production)**

- 1) La Commission du commerce extérieur peut décider qu'il n'y a pas lieu d'ouvrir une enquête sur le dommage causé à une branche de production au titre du paragraphe 1) de l'article 27 de la loi dans l'un ou l'autre des cas suivants:
  1. lorsque la demande écrite et les pièces justificatives fournies sont incomplètes et que le requérant a été prié de les compléter mais ne l'a pas fait; ou
  2. lorsque, après examen de la demande écrite et des pièces justificatives fournies, il n'est pas établi que les importations, etc., des produits spécifiés causent ou menacent de causer un dommage grave.
- 2) Lorsque la Commission du commerce extérieur a décidé s'il y a lieu ou non d'ouvrir une enquête sur le dommage causé à une branche de production au titre du paragraphe 1) de l'article 27 de la loi, elle publie sa décision au Journal officiel.

**Article 64 (Constitution, etc., du comité chargé de l'enquête sur le dommage causé à une branche de production)**

- 1) Si elle le juge nécessaire pour réaliser une enquête sur le dommage causé à une branche de production, la Commission du commerce extérieur peut constituer un comité d'enquête composé des personnes suivantes (ci-après dénommé le "comité d'enquête"):
  1. fonctionnaires membres de la Commission;
  2. fonctionnaires relevant de l'organisme administratif responsable de la branche de production concernée;
  3. administrateurs et personnel d'une institution recevant une contribution de l'Etat ou d'une organisation liée à la branche de production concernée;
  4. juristes, avocats spécialisés dans les brevets ou experts-comptables agréés; et



5. autres personnes ayant une grande connaissance et expérience en matière d'industrie, de commerce et d'économie internationale.
- 2) Si la Commission du commerce extérieur souhaite constituer un comité d'enquête au sens du paragraphe 1), elle peut demander aux chefs des organismes administratifs compétents, ou à ceux des institutions recevant une contribution de l'Etat ou aux organisations concernées, de coopérer comme il conviendrait.
- 3) La Commission du commerce extérieur peut verser des indemnités aux membres du comité d'enquête ou rembourser leurs frais de voyage dans la limite du budget, étant entendu que lorsqu'un fonctionnaire devient membre du comité d'enquête directement chargé des affaires qui relèvent de sa compétence, aucune indemnité ne lui est versée.
- 4) Le comité d'enquête visé au paragraphe 1) mène des enquêtes sur les points suivants:
  1. accroissement du volume des importations ou de la fourniture de services et raison de cet accroissement;
  2. cas de dommage grave et degré de gravité du dommage que les importations, etc., des produits spécifiés causent ou menacent de causer;
  3. dans le cas visé à l'alinéa 3 du paragraphe 1) de l'article 26 de la loi, données factuelles permettant de déterminer s'il y a eu ou non atteinte à un droit, etc., et ampleur du dommage causé de ce fait à la branche de production nationale;
  4. situation actuelle et perspectives en ce qui concerne la compétitivité de la branche de production nationale sur le plan international, et capacité des milieux d'affaires nationaux d'améliorer eux-mêmes leur compétitivité sur le plan international;
  5. mesures correctives effectivement prises pour la branche de production nationale concernée et effets de ces mesures sur les exportations, les branches de production connexes, les intérêts des consommateurs, les relations commerciales, etc.; et
  6. autres éléments que la Commission du commerce extérieur juge nécessaire d'examiner.

**Article 65 (Réalisation de l'enquête sur le dommage causé à une branche de production)**

- 1) Si elle le juge nécessaire aux fins de l'enquête sur le dommage causé à une branche de production, la Commission du commerce extérieur peut demander au chef de l'organisme administratif concerné, au chef de l'institution ou de l'organisation connexe ou à d'autres personnes ayant un intérêt dans l'enquête (ci-après dénommés les "personnes intéressées") de présenter certaines pièces. Dans ce cas, la personne visée par la demande y donnera suite, sauf raison particulière.
- 2) Si elle le juge nécessaire aux fins de l'enquête sur le dommage causé à une branche de production, la Commission du commerce extérieur peut envoyer le comité d'enquête dans le pays du partenaire commercial pour examiner la possibilité, etc., d'un accroissement des exportations à destination de la Corée.
- 3) Si elle le juge nécessaire, afin d'exposer ses vues ou de consulter, etc., les personnes intéressées de la partie adverse, toute personne intéressée peut demander à la Commission du commerce extérieur d'organiser une audition publique. Dans ce cas, toute personne venant y présenter son témoignage

ou des renseignements à la demande de la Commission pourra, dans les limites du budget, obtenir le remboursement de ses frais de voyage.

4) La personne intéressée peut, à tout moment, exposer ses vues devant la Commission du commerce extérieur sur la question de savoir si un dommage a été causé à la branche de production nationale et sur les mesures correctives à prendre, ou exprimer son opinion par écrit pendant la durée de l'enquête prévue au paragraphe 2) de l'article 27 de la loi.

5) Lorsqu'une personne intéressée demande à consulter les pièces présentées par le requérant ou par une autre personne intéressée, la Commission du commerce extérieur donne suite à cette demande, sauf raison particulière. Dans ce cas, la personne intéressée formulera sa demande par écrit en motivant celle-ci et en indiquant la liste des pièces à consulter.

**Article 66 (Interdiction d'utiliser des pièces relatives à l'enquête à des fins autres que celles de l'enquête)**

Les membres de la Commission du commerce extérieur et du comité d'enquête ne peuvent pas utiliser à d'autres fins que celles de l'enquête les pièces ou les données de fait communiquées par la personne intéressée au titre de l'enquête.

**Article 67 (Traitement des pièces relevant du secret commercial)**

1) Si une demande et des pièces présentées au titre de cette demande relèvent d'une des catégories ci-après, le requérant ou la personne intéressée peuvent demander à la Commission du commerce extérieur de les traiter comme des pièces relevant du secret commercial, auquel cas le requérant ou la personne intéressée devront en donner un résumé non confidentiel:

1. pièces concernant le coût de fabrication;
2. pièces concernant le prix de vente et le volume des transactions correspondant à chaque relation commerciale;
3. pièces concernant le procédé et le matériel de production ou la comptabilité interne;
4. pièces concernant toute personne fournissant des informations confidentielles; ou
5. autres pièces dont la divulgation aux concurrents risque d'être dommageable à l'entreprise.

2) Lorsqu'elle reçoit du requérant ou de la personne intéressée une demande au sens du paragraphe 1) du présent article, la Commission du commerce extérieur décide si les pièces jointes doivent être traitées comme relevant du secret commercial et notifie sa décision au requérant ou à la personne intéressée.

3) Les pièces relevant du secret commercial ne peuvent être divulguées ni être consultées par le public à des fins autres que celles de l'enquête sans le consentement clair et formel de la personne qui les a présentées.

4) Les décisions relatives à la présentation et au traitement de pièces relevant du secret commercial sont prises par la Commission du commerce extérieur.

**Article 68 (Clôture, etc., d'une enquête sur le dommage causé à une branche de production)**

- 1) La Commission du commerce extérieur peut clore l'enquête si l'une des éventualités ci-après survient pendant la durée de l'enquête prévue au paragraphe 2) de l'article 27 de la loi:
  1. le requérant retire sa demande d'ouverture d'enquête sur le dommage causé à une branche de production; ou
  2. le requérant et la personne intéressée parviennent à un arrangement à l'amiable dans les cas visés à l'alinéa 3 du paragraphe 1) de l'article 26 de la loi.
- 2) Lorsque la Commission du commerce extérieur clôt une enquête au titre du paragraphe 1), elle publie un avis à cet effet dans le Journal officiel et le notifie au requérant.

**Article 69 (Éléments à prendre en compte pour déterminer si un dommage a été causé à une branche de production)**

- 1) Pour déterminer, au titre du paragraphe 2) de l'article 27 de la loi, si un dommage a été causé à la branche de production nationale, la Commission du commerce extérieur examine:
  1. si les importations ou la fourniture de services par des étrangers s'accroissent ou non;
  2. si un dommage grave est causé ou non à la branche de production nationale;
  3. s'il existe ou non une menace de dommage grave pour la branche de production nationale;
  4. s'il y a ou pourrait y avoir une diminution des ventes de la branche de production nationale ou des pertes imputables à l'importation des produits dans les cas prévus à l'alinéa 3 du paragraphe 1) de l'article 26 de la loi;
  5. si les importations des produits spécifiés causent ou menacent de causer ou non un dommage grave à la branche de production nationale; et
  6. les caractéristiques de la branche de production nationale et la relation entre la politique sectorielle et les branches de production concernées, les effets sur l'économie nationale, comme le prix sur le marché intérieur, les intérêts des consommateurs, etc., les relations commerciales et autres facteurs sociaux et culturels.
- 2) Aux fins de l'application de l'alinéa 2 du paragraphe 1) ci-dessus, pour évaluer si la branche de production nationale subit une dégradation générale notable, il est tenu compte des variations des ventes, de la production, de la productivité, de l'utilisation de la capacité, des profits, des pertes, de l'emploi, des stocks, de la part de marché, etc.
- 3) Aux fins de l'application de l'alinéa 3 du paragraphe 1) ci-dessus, on évaluera si le dommage, au sens du paragraphe 2) ci-dessus, est manifestement imminent.
- 4) Lorsque la branche de production nationale visée au paragraphe 1) appartient au secteur de l'agriculture ou de la sylviculture, la Commission du commerce extérieur peut, pour ce qui est des éléments mentionnés aux alinéas 2 et 3 du paragraphe 1), en tenant compte des caractéristiques de ces secteurs, définir les points de détail à examiner en procédant à une consultation avec le chef de l'organisme administratif concerné.

**Article 70 (Notification des décisions sur l'existence d'un dommage pour la branche de production)**

Si une décision est prise en application du paragraphe 2) de l'article 27 quant à l'existence d'un dommage pour la branche de production nationale, la Commission du commerce extérieur publie au Journal officiel un avis indiquant la teneur de cette décision et adresse une notification aux requérants et aux personnes intéressées.

**Article 71 (Demande, etc., de réouverture d'une enquête)**

- 1) Le requérant peut, après avoir reçu une notification conformément à l'article 70 indiquant qu'aucun dommage n'a été causé à la branche de production, demander à la Commission du commerce extérieur de rouvrir l'enquête en présentant une demande écrite motivée ainsi que les pièces justificatives.
- 2) Si la Commission du commerce extérieur accepte la demande présentée au titre du paragraphe 1) et décide de procéder à la réouverture de l'enquête, les dispositions des articles 63 à 70 s'appliquent *mutatis mutandis*.
- 3) Une enquête ne sera pas rouverte, conformément au paragraphe 2) ci-dessus, pendant une année à compter de la date à laquelle la Commission du commerce extérieur a déterminé si un dommage avait été causé ou non à la branche de production, sauf s'il y a des raisons évidentes de le faire.

**SECTION 2**

**Recommandation et adoption de mesures correctives**

**Article 72 (Recommandation de mesures correctives)**

Si la Commission du commerce extérieur souhaite recommander une mesure corrective au titre du paragraphe 1) de l'article 34 de la loi, elle examine de manière approfondie les points de vue du chef de l'organisme administratif responsable de la branche de production nationale concernée et des associations, groupements, etc., liés à cette dernière.

**Article 73 (Teneur, etc., des mesures correctives)**

- 1) Le soutien prévu dans les lois et réglementations visées à l'alinéa 3 du paragraphe 1) de l'article 34 de la loi concernant le soutien aux branches de production, qui vise à améliorer la technologie et la productivité, est le suivant:
  1. soutien fourni à partir de divers fonds auxquels l'Etat contribue pour protéger, promouvoir ou reconvertir la branche de production nationale, ou soutien en matière de fiscalité;
  2. recyclage ou reconversion des personnes employées dans la branche de production nationale; ou
  3. autre soutien au développement technique, etc., que fournissent des établissements de recherche recevant une contribution de l'Etat.
- 2) Les "autres mesures prévues par le Décret présidentiel pour que la branche de production nationale obtienne réparation" visées à l'alinéa 6 du paragraphe 1) de l'article 28 de la loi sont les suivantes:

1. mesures visant à assurer la sécurité nationale ou à protéger la vie et la santé de la population contre tout danger et dommage; ou
2. autres mesures jugées nécessaires pour réparer le dommage causé à la branche de production nationale.

**Article 74 (Application, etc., des mesures correctives)**

- 1) Les périodes d'application des mesures correctives au titre des alinéas 1 ou 2 du paragraphe 1) de l'article 28 de la loi ne dépasseront pas quatre ans. Toutefois, si la Commission du commerce extérieur recommande de proroger la période d'application des mesures correctives au titre du paragraphe 3) de l'article 76, cette période pourra être prorogée pour une durée ne dépassant pas huit ans au total, y compris la période d'application de mesures correctives provisoires.
- 2) Lorsque des mesures correctives sont prises au titre des alinéas 1 ou 2 du paragraphe 1) de l'article 28 de la loi, elles doivent être libéralisées progressivement.
- 3) Lorsque des restrictions quantitatives à l'importation sont appliquées à titre de mesures de sauvegarde en application de l'alinéa 1 du paragraphe 1) de l'article 28 de la loi, les importations ne seront pas ramenées au-dessous du niveau d'une période récente, qui correspondra à la moyenne des importations effectuées pendant les trois dernières années représentatives, sauf s'il est clairement démontré qu'un niveau différent est nécessaire pour empêcher ou réparer un dommage grave.
- 4) S'agissant du produit visé par des mesures correctives prises au titre des alinéas 1 ou 2 du paragraphe 1) de l'article 28, avant l'expiration d'un délai égal à la durée d'application de telles mesures à compter du dernier jour de validité de ces dernières (ou avant la fin d'un délai de deux ans si cette durée ne dépasse pas deux ans), aucune autre mesure corrective ne sera de nouveau appliquée au titre des alinéas 1 ou 2 du paragraphe 1) de l'article 28. Toutefois, si un an s'est écoulé depuis la date d'introduction de mesures correctives visant les produits importés et si en outre de telles mesures n'ont pas été appliquées au même produit plus de deux fois au cours des cinq années précédentes, des mesures correctives d'une durée de 180 jours ou moins pourront être appliquées de nouveau à ce produit.

**Article 75 (Recommandation, etc., de mesures provisoires)**

- 1) La Commission du commerce extérieur peut, d'office ou sur demande du requérant, recommander aux chefs des organismes administratifs concernés de prendre une mesure provisoire, conformément au paragraphe 1) de l'article 29 de la loi.
- 2) Lorsqu'elle reçoit une demande concernant la recommandation d'une mesure provisoire prévue au paragraphe 1), la Commission du commerce extérieur décide de formuler ou non une telle recommandation dans les 30 jours suivant le dépôt de la demande. Toutefois, si l'enquête est complexe, ce délai peut être prorogé de 30 jours au maximum.
- 3) Lorsque la Commission du commerce extérieur a recommandé l'application d'une mesure provisoire au titre du paragraphe 1), si la branche de production faisant l'objet de l'enquête appartient au secteur de l'agriculture ou de la sylviculture, le chef de l'organisme administratif concerné décide d'appliquer ou non cette mesure provisoire dans un délai de 15 jours après avoir reçu une telle recommandation, étant entendu que, si l'application de la mesure provisoire entraîne des procédures telles que des consultations avec l'organisme administratif concerné, les organismes ou organisations liés, etc., le temps nécessaire pour ces procédures ne sera pas inclus dans ledit délai.

4) Une mesure provisoire ne s'appliquera pas pendant plus de 200 jours à compter de la date à laquelle elle a été prise et sera caduque à compter du jour où il sera décidé, au titre du paragraphe 2) de l'article 27 de la loi, qu'aucun dommage n'a été causé à une branche de production nationale, ou à compter du jour où les mesures correctives décidées par le chef de l'organisme administratif concerné au titre du paragraphe 2) de l'article 28 de la loi prendront effet.

#### **Article 76 (Réexamen, etc.)**

1) Si la durée des mesures correctives prises au titre du paragraphe 2) de l'article 28 de la loi par le chef de l'organisme administratif concerné dépasse trois ans, la Commission du commerce extérieur réexamine la situation pour déterminer s'il y a lieu ou non de modifier ou de retirer ces mesures dans les 120 jours précédant le milieu de leur période d'application.

2) A la demande d'un requérant présentée dans les 120 jours précédant la date d'expiration des mesures correctives, ou si elle l'estime nécessaire, la Commission du commerce extérieur réexamine la situation pour voir s'il y a lieu de modifier ou de proroger les mesures correctives.

3) Si, à l'issue du réexamen effectué conformément aux dispositions du paragraphe 2) ci-dessus, la Commission du commerce extérieur estime nécessaire de modifier ou de proroger une mesure pour éviter ou pour réparer un dommage grave causé à la branche de production concernée, elle peut, dans les 45 jours précédant l'expiration de la mesure, recommander au chef de l'organisme administratif concerné d'adopter des mesures correctives.

4) Lorsque la Commission du commerce extérieur l'estime nécessaire aux fins du réexamen prévu aux paragraphes 1) ou 2), elle peut demander au chef de l'organisme administratif concerné responsable de la branche de production nationale faisant l'objet de l'enquête, ainsi qu'aux organisations ou associations pertinentes, de communiquer les statistiques des importations ou d'autres renseignements sur l'évolution de la production de la branche de production nationale.

### **SECTION 3**

#### **Commission du commerce extérieur**

#### **Article 83 (Déroulement des réunions)**

1) Les réunions de la Commission du commerce extérieur sont ouvertes au public. Toutefois, s'il est reconnu que cela est nécessaire pour protéger des renseignements commerciaux confidentiels ou l'intérêt général, elles peuvent ne pas être ouvertes au public.

2) La Commission peut demander à des personnes intéressées ou à des témoins d'assister aux réunions pour présenter leurs vues ou les pièces nécessaires.

3) Les témoins invités à assister aux réunions conformément au paragraphe 2) ci-dessus peuvent, dans la limite du budget, obtenir le remboursement de leurs frais de voyage.

4) Le président peut convoquer et présider les réunions de la Commission.

5) Si le président souhaite convoquer une réunion, il en notifie par écrit à chaque membre, sept jours avant la réunion, la date, l'heure et le lieu, ainsi que l'ordre du jour, sauf en cas d'urgence ou de raison impérieuse.

**Article 84 (Questions appelant des délibérations et décisions)**

La Commission du commerce extérieur peut être appelée à délibérer et à prendre une décision sur les questions ci-après:

1. observations formulées par la Commission du commerce extérieur au titre du paragraphe 4) de l'article 28 de la loi;
2. questions relatives aux décisions, déterminations et recommandations prévues à l'article 35 de la loi;
3. questions concernant les décisions de rouvrir une enquête au titre du paragraphe 2) de l'article 71 ci-dessus;
4. questions concernant les réunions à huis clos conformément au paragraphe 1) de l'article 83 ci-dessus;
5. questions concernant l'élaboration ou la modification des règles de procédure prévues à l'article 86 ci-dessous; ou
6. autres questions soumises par le président car il les considère importantes.

**Article 85 (Paielement, etc., d'indemnités)**

Le président et les membres de la Commission du commerce extérieur peuvent recevoir des indemnités, obtenir le remboursement de leurs frais de voyage, etc., dans la limite du budget.

**Article 86 (Règles de procédure)**

Pour ce qui est des enquêtes, décisions et déterminations relatives à l'existence d'un dommage causé à une branche de production, de la recommandation de mesures de sauvegarde, etc., les questions concernant le fonctionnement et les procédures de la Commission du commerce extérieur autres que celles qui sont prévues dans le présent décret sont réglementées par la Commission.